

L'enrichissement sans cause et les comptes entre époux séparés de biens : en marche vers un raisonnement jurisprudentiel abouti

François DEGUEL

Assistant à l'ULiège
Avocat

et

Valentina MAKOW

Assistante à l'ULiège
Avocate

1. L'arrêt du 8 avril 2020 de la cour d'appel de Mons, publié dans la présente revue⁽¹⁾, est important, à plus d'un titre. Par cet arrêt, la cour revient de manière certaine et claire sur sa jurisprudence quant à l'application de la théorie de l'enrichissement sans cause aux comptes à établir aux époux séparés de biens. Puisqu'en changeant sa jurisprudence, la cour admet le principe de l'établissement de comptes, elle se penche également sur la délicate question de la (ré)évaluation de la créance et de ses méthodes. Il nous a dès lors paru opportun de (re)faire le point sur ces questions⁽²⁾, la jurisprudence semblant progressivement se stabiliser dans un même courant.

2. Revenons d'abord sur les faits de l'arrêt, qui sont fréquents : les parties se marient, en décembre 1991, sous le régime de la séparation de biens après avoir signé un contrat de mariage en novembre 1991. En septembre 1991, Madame acquiert seule un immeuble, moyennant la conclusion d'un crédit. En mars 1992, quatre mois après le mariage, l'immeuble propre de Madame devient le logement familial (le couple a trois enfants

⁽¹⁾ Mons, 8 avril 2020, *R T D F*, 2020, p. 413.

⁽²⁾ Voy. F. DEGUEL, « L'enrichissement sans cause et les relations affectives devant les cours d'appel », *R G D C*, 2016, pp. 102 et s., et « Enrichissement sans cause : précisions attendues dans les relations familiales », *R G D C*, 2017, p. 503, V. MAKOW, « Évaluation des créances en séparation de biens en présence d'investissements immobiliers. L'équité, toute l'équité (!), rien que l'équité (!) », *R G D C*, 2019, pp. 572 et s.